NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 400 du 28 septembre 2025

Au sommaire :

- **Reconnaissance de l'État palestinien contre le génocide, dérisoire et hypocrite alors que Trump et Netanyahou déclarent la guerre au monde -** *Yvan Lemaitre*
- **Contre le déficit budgétaire et l'austérité au service du CAC40, la seule « relance » possible est l'annulation de la dette et le contrôle des travailleur·es. Prenons la réussite du 2 octobre en main !** - *Daniel Minvielle*

Reconnaissance de l'État palestinien contre le génocide, dérisoire et hypocrite alors que Trump et Netanyahou déclarent la guerre au monde

La Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et le Portugal ont officiellement annoncé leur reconnaissance d'un État palestinien, avant que Macron ne le fasse pour la France le 22 septembre à l'occasion de la Conférence internationale sur le Proche-Orient la veille de l'ouverture de la 80ème Assemblée générale des Nations Unies à New York. Cette conférence est l'aboutissement d'une initiative diplomatique impulsée par la France avec l'Arabie saoudite et des pays arabes, opération diplomatique qui vise à permettre à la France de garder un rôle au Moyen-Orient en jouant un double jeu qui convient si bien à Macron instrumentalisant le drame palestinien pour négocier sa place entre ses amis sionistes et américains et les États arabes.

Cette reconnaissance tardive d'un État palestinien dont Netanyahou est en train de détruire la possibilité même, présentée comme une défense d'une « *solution à deux États* » à la guerre d'Israël dénommée « *conflit israélo-palestinien* » constitue une tromperie cynique, une falsification historique. Elle constitue une tentative vaine de la part de Macron, Starmer en Grande-Bretagne ou Carney au Canada de donner le change face à l'indignation et la colère, la révolte que suscite le génocide et que les uns et les autres continuent de réprimer.

Plus de 61 000 Palestiniens sont morts dans les opérations qui ont réduit la bande de Gaza à un champ de ruines. Plus de 100 000 personnes ont été blessées et plus de 14 000 sont portées disparues ou présumées mortes. Des quartiers entiers ont été rasés. Des hôpitaux, des écoles et des abris des Nations unies ont été détruits.

La semaine dernière, une commission spéciale de l'ONU elle-même a déclaré Israël coupable de génocide à Gaza.

En Cisjordanie, les colons fascistes ont systématiquement renforcé leur présence sous la protection du gouvernement d'extrême droite de Nétanyahou. Des centaines de Palestiniens ont été tués par les Forces de défense israéliennes (FDI) et les colons au cours des deux dernières années.

Alors que l'État sioniste avec à ses côtés les USA et soutenu par toutes les puissances occidentales, engage son armée dans la phase finale, selon ses propres mots, du génocide à Gaza, ces dernières tentent de se laver les mains du sang palestinien. La France, zélée, manœuvre pour trouver son rôle dans un futur Moyen-Orient soumis à la domination armée d'Israël et des USA.

Fermant les yeux sur le drame des Gazaouis, les différents chefs de gouvernement ont osé présenter leur annonce comme une étape « *historique* » vers l'instauration de la paix au Moyen-Orient. Ils ont tous évité le terme « *génocide* » construisant une réalité virtuelle qui serait la coexistence de deux États, mythe impossible du fait de la réalité historique dont ils portent, depuis la formation par le feu et le sang de l'État sioniste, l'entière responsabilité. La cohabitation entre l'État impérialiste d'Israël et sa colonie palestinienne est nécessairement une impasse sanglante.

Macron fait la leçon au monde en rêvant de prendre rendez-vous avec l'histoire

« *Nous sommes là car le temps est venu. Le temps est venu de libérer les 48 otages détenus par le Hamas. Le temps est venu d'arrêter la guerre, les bombardements à Gaza, les massacres et les populations en fuite. Le temps est venu car l'urgence est partout. Le temps de la paix est venu, car nous sommes à quelques instants de ne plus pouvoir la saisir* », a sentencieusement déclamé à la tribune de l'ONU Macron annonçant la reconnaissance de l'État palestinien par la France et présentant la feuille de route qui l'accompagne. Cette dernière est une déclaration conjointe, préparée avec des pays arabes (Egypte, Jordanie, Qatar, Ligue des Etats arabes) ainsi que l'Indo-

nésie et la Turquie lors d'une conférence à New York fin juillet, à l'initiative de la France et de l'Arabie saoudite.

La reconnaissance d'un État palestinien est conditionnée à la « *démilitarisation* » de la bande de Gaza, à l'établissement de l'Autorité palestinienne à Gaza et fait du 7 octobre le point de départ et la justification des massacres en cours. « *La solution à deux Etats* » est en fait un plan pour une paix impérialiste qui ne respecte en rien les droits du peuple palestinien dont il n'est pas question.

Ce dit État ne serait qu'un protectorat sous contrôle impérialiste dont la population serait désarmée et livrée à la merci de l'État sioniste armé jusqu'aux dents.

Macron se moque du sort des Palestiniens. Son objectif est de se repositionner lui-même pour préparer la suite de sa carrière politique à la veille de sa chute annoncée et surtout de travailler pour les groupes capitalistes français dans la région alors que les pays arabes sont pris entre leurs peuples, leurs propres intérêts, Israël et les USA. Tout naturellement, il s'est associé à l'Arabie saoudite qui vient de signer un pacte nucléaire avec le Pakistan et joue sa propre carte face à son allié les USA. En reprenant la « *politique arabe* » de la France depuis De Gaulle, Macron pense aux retombées pour les capitalistes français au Liban, en Syrie et ailleurs dans la région tout en prenant date pour la suite...

Netanyahou : « *Un Etat palestinien serait un « suicide national » pour Israël* »

Netanyahou, vendredi, à la tribune de l'ONU devant une assemblée clairsemée, après avoir récusé les « *fausses accusations de génocide* » n'a laissé aucun doute sur ses intentions dans un discours retransmis par hauts-parleurs dans la bande de Gaza pour que les otages l'entendent. « *Nous ne nous reposerons pas tant que vous ne serez pas tous rentrés à la maison* », a-t-il lancé avant de faire l'éloge de sa guerre : « *Pendant l'année passée, nous avons frappé les houthistes, y compris hier, nous avons écrasé l'essentiel de la machine terroriste du Hamas, nous avons estropié le Hezbollah, en éliminant la plupart de ses dirigeants et une grande partie de son arsenal* ». Et de marteler : « *Un Etat palestinien serait un « suicide national » pour Israël. Nous ne l'accepterons jamais* ».

Contrairement à ce que prétendent les critiques d'Israël, la fuite en avant guerrière de Netanyahou et de Trump n'est pas une mégalomanie monstrueuse sans but. Elle combine la logique expansionniste, colonisatrice du sionisme et les ambitions impérialistes des USA de la même façon qu'à ses origines le sionisme conciliait son propre projet colonial avec celui de la Grande-Bretagne comme de la France. Le génocide s'accompagne d'une extension de la guerre de l'Iran jusqu'au Yemen menaçant l'ensemble des pays de la région. « *Les leaders arabes et musulmans,* a développé Netanyahou, *savent les avantages qu'il y a à collaborer avec Israël, pour bénéficier de ses technologies de pointe, la santé, la médecine, l'agriculture, je pense que dans les prochaines années, le Moyen-Orient sera complètement changé. Ceux qui veulent faire la guerre contre nous ne seront plus là demain et des faiseurs de paix les remplaceront. Ce sera particulièrement le cas en Iran* ».

Il reprend l'imposture de Trump de la paix par la force, la partage ainsi que ses objectifs. L'un et l'autre inscrivent leur guerre génocidaire dans la continuité des accords d'Abraham conclus en 2020 lors du premier mandat de Trump visant à façonner une zone économique et commerciale au Moyen Orient dont Israël enfin reconnu par les États arabes serait la puissance dominante. Ce projet présenté par Netanyahou en conclusion de son intervention comme l'aboutissement de sa guerre génocidaire ne pouvait se réaliser sans avoir trouvé une solution à la question palestinienne, la solution finale.

Les USA et Wall Street contre les peuples et la planète

Lors de sa grotesque intervention d'une heure à l'ONU, Trump s'est abstenu d'insister sur sa condamnation de la reconnaissance de l'État palestinien ni sur sa propre responsabilité dans le génocide des Palestiniens, dans l'armement d'Israël et sur les encouragements qu'il donne au régime de Netanyahou.

Son discours était bien plutôt une déclaration de guerre au monde qui a ciblé l'ONU, le multilatéralisme, l'Europe et les migrants. « *Non seulement l'ONU ne résout pas les problèmes, mais en plus elle en crée de nouveaux* », a-t-il accusé en évoquant « *les migrations incontrôlées* ». Elle « *finance un assaut sur les pays occidentaux et leurs frontières* [...] *Il est temps d'arrêter l'expérience ratée des frontières ouvertes* ».

Dans la droite ligne du discours de la conférence de sécurité de Munich du vice-président J.D. Vance, il a dénoncé « *les étrangers qui se ruent sur l'Europe* ». Les pays européens « *vont droit en enfer* » à cause de leurs politiques migratoires. Poursuivant, « *J'aime l'Europe. Je m'inquiète pour l'Europe, dévastée par l'énergie et l'immigration* », « *Le changement climatique est la plus grosse arnaque du monde, l'empreinte carbone est un enfumage* », se félicitant que les USA se soient retirés des accords de Paris. « *Vous avez besoin de frontières fortes et de sources d'énergie traditionnelles si vous voulez être forts* ».

Il a franchi un nouveau pas dans sa volonté de se décharger de la guerre par procuration contre la Russie passant la main à l'Europe. « *Je pense que l'Ukraine, avec le soutien de l'Union européenne, est en mesure de se battre et de reconquérir toute l'Ukraine dans sa forme originale.* » « *Poutine et la Russie ont de gros soucis économiques, et il est temps pour l'Ukraine d'agir* » « *Nous allons continuer à fournir des armes à l'Otan pour que l'Otan en fasse ce qu'elle veut. Bonne chance à tout le monde !* » Sans oublier de menacer Moscou de sanctions économiques beaucoup plus agressives afin d'assurer aux USA une plus large part du marché du pétrole et du gaz...

L'Organisation des nations capitalistes désunies impuissantes face à la crise politique internationale

Trump a déployé ses invectives et son agressivité pendant une heure sans que s'élève la moindre protestation ni le moindre murmure dans une assemblée tétanisée qui l'a applaudi. Seule contestation bienvenue, le « *triple sabotage* » d'un escalator qui s'est arrêté, d'un téléprompteur défectueux et d'une sonorisation tout aussi défectueuse !

Autant dire ou répéter, s'il en est besoin, que la défense des droits du peuple palestinien ne viendra pas de cette Assemblée qui a voté des dizaines de résolutions à l'image de celle du 18 septembre 2024 qui exigeait qu'Israël « *mette fin à sa présence illégale dans le territoire palestinien occupé* » sans le moindre effet.

Le génocide du peuple palestinien sera aussi l'effondrement des prétentions et justifications politico-morales de l'ordre mondial façonné par les USA et leurs alliés au lendemain de la Seconde guerre mondiale. L'ONU avait pour mission de promouvoir la paix américaine source de justice et de progrès, une propagande impuissante dans la réalité des affrontements internationaux, masque de la coalition des impérialismes contre l'URSS et de l'expansion économique et militaire des USA à travers les guerres coloniales puis l'offensive libérale et impérialiste qui a produit la mondialisation.

L'État de Palestine désormais reconnu par 158 des 193 États membres de l'ONU reste et restera une fiction ayant statut d'observateur permanent aux Nations unies à condition que les USA veuillent bien accorder à ses représentants un visa !

Cet ordre mondial dont l'ONU était le décorum démocratique et pacifique est dépassé et cède la place à la guerre commerciale, technologique et militaire des USA pour perpétuer une domination tout aussi dépassée qui n'a que faire de ce décorum alors que l'ONU n'est pour lui qu'une tribune pour sa propagande agressive, nationaliste, raciste, xénophobe et militariste.

L'ONU n'est plus que le symbole en ruines de la nécessité impérieuse d'un parlement mondial capable de gouverner démocratiquement la planète. Il n'a jamais existé car il est incompatible avec la domination de la propriété privée capitaliste et des États nationaux qui la protègent.

Pour une fédération des nations unies socialistes

Derrière le théâtre d'ombre qu'est l'Assemblée générale de l'ONU et ses décisions symboliques et hypocrites au mieux impuissantes, la reconnaissance de l'État palestinien est le résultat de l'indignation, la colère, de la révolte qui s'expriment sur toute la planète, le produit du rapport de force international créé par le peuple palestinien et le mouvement de solidarité.

La grève générale et les puissantes manifestations qui ont eu lieu en Italie, l'appel des dockers de Gênes aux syndicats de dockers des ports du monde entier, sont l'expression la plus puissante de cette solidarité internationale.

C'est bien le prolétariat du Moyen Orient qui a la force de construire un État palestinien laïc, démocratique où juifs et arabes pourraient vivre ensemble.

C'est bien le prolétariat mondial qui a la force de mettre fin au génocide, de mener le combat pour la paix de la même façon qu'il a la force de mater l'extrême droite qui se profile partout en Europe dans la foulée de la victoire de Trump et l'offensive sioniste. La militarisation de la société et l'offensive contre les droits des travailleur·es pour financer les profits et la guerre, la politique et la propagande anti-immigré·es renforcent l'extrême droite, seule réponse du point de vue de la bourgeoise à sa crise sociale et politique.

Il est illusoire de penser pouvoir enrayer ce processus réactionnaire et militariste au niveau des institutions tant nationales qu'internationales.

La solidarité internationale avec le peuple palestinien, avec les travailleur·es ukrainien·nes et russes, la guerre contre la guerre trouvent leur énergie, leur puissance dans la crise sociale et politique internationale dont la 80ème Assemblée de l'ONU a donné le spectacle.

Les mêmes processus qui poussent les puissances capitalistes à la guerre s'accompagnent d'une intensification de la guerre de classe à l'échelle internationale qui porte en elle la révolution sociale qui construira un nouvel ordre mondial, une fédération des États socialistes du monde.

Yvan Lemaitre

Contre le déficit budgétaire et l'austérité au service du CAC40, la seule « relance » possible est l'annulation de la dette et le contrôle des travailleur·es. Prenons la réussite du 2 octobre en main !

Après deux semaines de « *consultations* » avec les partis politiques et les confédérations syndicales, Lecornu a dévoilé le fond politique de son projet de budget, en droite ligne à quelques bémols près de celui de son prédécesseur. Après avoir amusé la galerie, il a fait son choix, conscient qu'il sera très certainement censuré à son tour, voire incapable même de former un gouvernement : exit la taxe Zucman, le retour de l'ISF, sur la réforme des retraites, etc. Et en route vers une très probable dissolution et des législatives anticipées… Même si le PS, qui doit rencontrer Lecornu ce début de semaine, voudrait y croire encore, comme l'explique Faure « … *je veux voir la copie complète du budget avant de me prononcer sur la censure.* » « *S'il n'entend pas nos revendications, alors nous le censurerons sans hésitation !* »…

Mercredi, à la sortie de la rencontre entre l'intersyndicale et Lecornu, Maryse Léon, Sophie Binet, etc., avaient

dit leur « *déception* » des « *non-réponses* » du premier ministre et annoncé une nouvelle journée de grève et de manifestations le 2 octobre. Les réponses sont maintenant tombées. Marylise Léon s'indigne, « *Le compte n'y est pas sur le partage des efforts* ». Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT découvre : *« Sébastien Lecornu sort du bois et on s'aperçoit qu'il est le clone de François Bayrou et de ses prédécesseurs* ». Quelle surprise !

L'appel à la journée du 2, quelle que soit la volonté de l'intersyndicale de reprendre la main sur le mouvement, prend de par l'approfondissement de la crise sociale et politique, accentuée par l'affaire Sarkozy, un sens politique qui dépasse les objectifs des directions syndicales.

Une large fraction du monde du travail, écœurée par les manœuvres ridicules d'un pouvoir soumis à la finance, pourrait se mobiliser par la grève et dans la rue. Se poser aussi très concrètement la question de la suite c'est-à-dire de la possibilité d'une grève générale.

Il est certes impossible aujourd'hui de dire comment les choses vont évoluer, comment, en particulier, le mouvement va utiliser la journée d'action du 2, quelles en seront les suites… Mais une chose est certaine, le processus est profond et ne peut que s'approfondir, préparer, à travers des hauts et des bas, de nouvelles échéances, gagner en indépendance par rapport au rouleau compresseur médiatique et institutionnel, tout comme vis-à-vis des partis de gauche et des directions des confédérations syndicales qui ne se présentent comme des soutiens des classes populaires en lutte que pour mieux désarmer leur révolte et faire leur travail de soutiens du système. Avancer aussi dans la construction de son propre programme qui, bien au-delà du « *bloquons tout* » initial, ne peut trouver une issue que dans le « *c'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons* ».

Cette révolte se nourrit du déni par l'Etat et la bourgeoisie qu'il sert d'une situation qui apparaît à l'évidence comme le produit de politiques au service des plus riches, entretenant leurs profits en puisant toujours plus dans les poches des classes populaires. Elle ne peut que se conforter devant l'avalanche de discours tentant de disqualifier toute velléité de « *faire payer les riches* », l'arrogance des nantis persuadés que tout leur est dû, le déni des évidences, la complicité bien mal cachée par leurs fausses indignations et autres «ultimatums» des partis de gauches et confédérations syndicales.

Une discussion s'ouvre non seulement sur la politique de l'intersyndicale qui veut étouffer la mobilisation mais aussi à propos de la gauche, en particulier LFI, qui voudrait prendre le relais pour canaliser la révolte sur le terrain institutionnel, parlementaire, en vue des échéances électorales, les municipales, mais surtout les probables élections législatives, voire présidentielle anticipées… La politique pour renforcer le mouvement contre l'État et le Medef passe par la rupture avec l'impasse parlementaire et les vendeurs d'illusions pour formuler un programme pour mettre fin à l'austérité et changer le rapport de force.

« *Le Premier ministre le plus faible de la cinquième République* »

A la sortie de Matignon, Sophie Binet déclarait, pleine d'assurance, « *Le seul point positif que j'ai entendu hier matin, c'est qu'il nous a dit qu'il était le Premier ministre le plus faible de la cinquième République* » pour poursuivre, « *la force est de notre côté. Il faut amplifier notre avantage* ». Le premier point est indiscutablement vrai, mais pour avoir la force de mettre un terme à cette politique budgétaire dite « de l'offre », initiée dans les années 1980 dans le cadre de la mondialisation libérale et qui a conduit à la crise sociale et politique actuelle, encore faudrait-il tirer les enseignements de cette histoire et des capitulions tant de la gauche syndicale que parlementaire depuis le plan d'austérité de Mitterrand.

Dans les discours officiels, avec cette politique, il s'agissait de favoriser le financement des entreprises qui, en se modernisant, gagneraient des parts de marché sur la concurrence internationale et en se développant, permettraient de créer des emplois et d'assurer de meilleurs salaires.

Le bilan est connu : enrichissement d'une minorité, financé par les reculs sociaux imposés aux travailleur·es, chômage chronique, désindustrialisation, creusement des déficits et de l'endettement public... Une contradiction de plus en plus flagrante entre les faits et les discours politiques qui s'est traduite par une méfiance accrue vis-à-vis des « *partis de gouvernement* », droite et union de la gauche autour de PS, le recul de leur base électorale, la montée de l'abstention et du Front National.

Un pas a été franchi avec Hollande qui, après avoir prétendu vouloir en finir avec la politique de l'offre, l'a développée de plus belle, avec entre autres la création du CICE, cadeau fiscal de 20 milliards par an aux entreprises, tandis qu'au printemps 2016 la « *loi travail* » El Khomri, imposant un nouveau recul des droits du travail, provoquait grèves et manifestations. Déjà confronté à l'impossibilité de trouver une majorité pour faire passer cette loi, Valls, alors 1er ministre, usait du 49.3. La crise politique latente se concrétisait peu après par l'échec à la présidentielle de 2017 des deux partis traditionnels de gouvernement, la droite (LR) et le PS, laissant face à face Le Pen et le prétendu « *ni de droite ni de gauche* » Macron.

Ce dernier ne l'emportait que pour poursuivre cette politique de l'offre en l'accentuant. Sa réélection sans majorité en 2022 marquait un nouveau pas dans l'accentuation de la crise politique, qu'il aggravait encore avec sa décision en juin 2024 de dissoudre l'Assemblée nationale après l'échec de son parti aux européennes. Trois premiers ministres plus tard, la crise politique est plus que jamais là, cristallisée autour de l'adoption du budget alors que les provocations de Bayrou ont poussé le mouvement « *bloquons tout* » dans la rue.

Le matraquage médiatique autour du « *il n'y a pas d'autre alternative* » qu'un nouveau plan d'austérité, la remise sur le tapis par l'intersyndicale de la stratégie perdante qui a désarmé le mouvement contre la réforme des retraites de 2023 dans l'espoir que cela désamorcerait à l'usure la

colère sociale, ne peuvent tout au plus que retarder les échéances d'un affrontement inévitable.

La bourgeoisie le sait bien qui s'y prépare sur le plan policier, comptant sur le zèle de Retailleau, tandis que l'extrême droite et la droite extrême espèrent tirer profit de l'évolution de la crise politique pour accéder au pouvoir et y imposer une politique encore plus réactionnaire, à l'instar des Trump et Milei.

La réalité d'une impasse budgétaire d'un Etat volontairement soumis aux marchés financiers

Il est indiscutable que le bouclage du budget de l'Etat se heurte à une impasse, l'ampleur d'une dette qui ne cesse de grandir, tout comme le poids des intérêts à rembourser chaque année.

A en croire les discours officiels qui se répètent d'année en année, le déficit budgétaire chronique viendrait de dépenses trop importantes au regard des recettes. Et donc il n'y aurait pas d'autre solution que de réduire les dépenses… Suit la liste des postes budgétaires visés par les coupes, telle celle présentée par Bayrou après Barnier, et maintenant Lecornu.

C'est une double duperie. Elle fait l'impasse sur toute une catégorie de dépenses, celles dont les bénéficiaires sont les entreprises, en particulier les plus puissantes. Et elle fait l'impasse sur les pertes de recettes dues au second volet des aides de l'Etat aux entreprises sous la forme d'une fiscalité scandaleusement avantageuse.

Dans *Le grand détournement : comment milliardaires et multinationales captent l'argent de l'Etat*, les journalistes Matthieu Aron et Caroline Michel-Aguirre décortiquent les mécanismes de ce racket XXL et cherchent à en évaluer l'ampleur. Aides budgétaires, fiscales, financières, exonérations de cotisations sociales, dépenses fiscales déclassées, taxes affectées… ce sont quelques 500 mesures et dispositifs qui permettent aux entreprises de capter l'argent de l'Etat. Selon leurs estimations, étayées sur des enquêtes officielles, le montant aurait atteint 271,5 milliards en 2023. Argent qui profite bien évidemment aux plus riches et explique pour une bonne part l'explosion de leurs fortunes et des dividendes distribués par le CAC40.

C'est là que se trouve la véritable cause du creusement des déficits publics et de la dette. Dette dont le mécanisme pervers est lui-même le produit d'une politique délibérée de l'Etat. Une loi de 1973 limitait la possibilité pour l'État de se financer auprès de la banque centrale et l'obligeait à se financer en partie auprès des marchés financiers, ce qui devenait une obligation à partir des accords de Maastricht en 1993-94. Les taux des emprunts dépendaient désormais des « *lois du marché* », en fonction de la solvabilité estimée de l'emprunteur dans un véritable chantage arbitré par les agences de notation.

Depuis, la dette « roule », un nouvel emprunt permet de rembourser le capital des emprunts précédents, tandis que la charge (intérêts remboursés chaque année) gonfle, creusant les déficits, entretenant la course à l'endettement dans un cercle vicieux qui peut conduire à la faillite de l'Etat. Cette charge de la dette, en permanente augmentation, constitue un outil supplémentaire de transfert des richesses publiques vers la finance : 66 milliards cette année pour la France.

Les divers partis institutionnels et les confédérations syndicales partagent le même diagnostic face à cette impasse budgétaire. Tous sont d'accord sur la nécessité de « restaurer » l'état des finances publiques, de réduire les déficits et la dette, ce qui se ramènerait au fond à une question de répartition sinon des richesses, du moins de l'effort. Leur débat porte donc sur une question de dosage selon la situation sociale. D'où l'agitation médiatique et politicienne autour de la taxe Zucman, la comédie des « *discussions* » entre le PS et Lecornu, les cris d'orfraie du patronat… avant que l'intervention de Lecornu ne vienne les « *soulager* ».

LFI exige pour sa part la démission de Macron, désigné responsable de la situation. En réalité, Macron n'est que le larbin qui fait son job, maintenir quoi qu'il en coûte le capitalisme et ses profits sous perfusion de l'Etat alors qu'il est empêtré depuis 2007-2009 dans une crise de rentabilité, le ralentissement de la croissance de la productivité horaire du travail. Les superprofits affichés par les plus riches ne sont pas un signe de santé du système mais au contraire le signe de l'overdose de capitaux distribués par l'Etat à un système en soins palliatifs.

Cette situation n'est pas une spécificité nationale, mais se retrouve dans tous les pays. C'est le symptôme d'une crise globale et mondiale, de la sénilité du capitalisme financiarisé mondialisé, qui pose l'urgence et la nécessité d'une révolution socialiste mondiale. Et qui souligne aussi l'absurdité de politiques qui mettent en avant des solutions « nationales », « souveraines », en particulier lorsqu'elles sont portées par un parti comme LFI dont nous côtoyons bien des militant·es dans le mouvement.

LFI, l'illusion d'« *un choc de relance* » qui respecte… le capital

Avec le dépôt d'une motion de destitution de Macron à l'Assemblée nationale le 9 septembre, LFI prétend vouloir précipiter la présidentielle, nous invitant à une fiction politique qui verrait Mélenchon devenir président, ce qui donnerait à LFI les moyens de mener sa « *révolution citoyenne* », s'attaquer à la mise en œuvre des 831 mesures constitutives de son programme, « *L'avenir en commun* ».

Et ainsi régler l'impasse budgétaire à sa façon… C'est le scénario dans lequel s'inscrit Aurélie Trouvé, députée LFI, économiste et ancienne co-présidente d'Attac, dans un texte intitulé *Pour un choc de relance écologique et sociale*.

Pour elle, « *Le budget 2026 pourrait être le premier pas décisif d'une telle relance écologique et sociale. Avec de nouvelles recettes : taxation des plus hauts patrimoines, taxation accrue des super-dividendes, taxation universelle des entreprises et lutte contre l'évasion fiscale.* »

A quoi elle ajoute : « *Une telle relance requiert également trois conditions politiques : 1) Libérer la dette publique de l'emprise des marchés financiers, en imposant*

aux banques de détenir une part de la dette à taux bas, en créant un pôle public bancaire capable de canaliser l'épargne populaire vers la transition. 2) Protéger nos entreprises et nos services stratégiques : en renationalisant EDF, Engie, la SNCF, les autoroutes et les aéroports stratégiques ; en plafonnant les prix de l'électricité, en conditionnant les marchés publics au respect de critères sociaux et écologiques, en interdisant les importations ne respectant pas nos normes…3) Rééquilibrer le partage de la valeur : renforcer le rôle des salariés dans les décisions des entreprises, réorienter les profits vers l'investissement productif et l'emploi. »

Lors d'un forum qu'elle animait à la fête de l'Humanité, elle faisait intervenir, pour étayer ses propositions, un économiste de l'OFCE (office français de la conjoncture économique), co-auteur d'un rapport « *Quelle trajectoire pour les finances publiques de la France ?* ». Ce texte présente un plan de « *stabilisation progressive et crédible de la dette publique* » d'un montant global de 100 à 120 milliards d'euros de coupes budgétaires et réajustements fiscaux répartis sur une dizaine d'années. C'est, ni plus ni moins, une façon de considérer comme légitime l'état de fait, l'endettement abyssal résultat de dizaines d'années de détournement des richesses publiques au profit d'une minorité et se préparer à en assurer les échéances avec un dosage moins brutal pour les classes populaires...

Quant aux trois conditions qu'Aurélie Trouvé met en avant, elles sont révélatrices de la véritable nature d'un programme qui ne remet jamais en cause les fondements mêmes de la situation, la propriété privée du capital, tout en prétendant pouvoir lui imposer des limites, le réguler. Comme si l'expérience n'avait pas montré depuis longtemps comment les pouvoirs politiques sont contraints de se soumettre au dictat de la finance, au mépris de leur programme aussi « bon et de gauche » soit-il.

Le « *nos entreprises* », « *nos services stratégiques* » qu'il s'agirait de « *protéger* » sont par ailleurs révélateurs du souverainisme du programme dont l'introduction s'intitule « *Vers une nouvelle France* », porteuse de « *nos principes universels* […] *liberté, égalité, fraternité* ». Tout à son nationalisme rance, Mélenchon volait récemment sur X au secours du marchand de mort et exploiteur Dassault dans sa concurrence avec l'industrie de l'armement allemande : « *Soutien à Dassault dans le refus de se mettre à disposition de l'Allemagne pour produire l'avion du futur. Aucun accord industriel avec ce voisin ne fonctionne jamais. Priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre.* »…

Autant de choses qui placent ce programme hors des réalités de la lutte de classe, prétendant concilier les aspirations et besoins du mouvement avec ceux d'un capitalisme régulé, pour en fait noyer la lutte de classe dans le souverainisme et le nationalisme, c'est-à-dire la défense des intérêts de classes dominantes accompagnée de quelques concessions que ces dernières sont censées accepter.

« *Le choc de relance* » dont le monde du travail, la jeunesse ont besoin aujourd'hui est en rupture avec ces illusions éculées qui renvoient à Mitterrand qui appelait à la « *rupture avec le capitalisme* » pour mieux le servir. C'est la relance de la lutte de classe pour ouvrir une alternative anticapitaliste, révolutionnaire, internationaliste, au monde insupportable que nous impose le capital en déroute et son pouvoir.

« *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* »

Les travailleur·es, les jeunes qui ont initié le mouvement, les militant·es syndicalistes, n'ont aucun besoin d'un programme clé en main pour lequel il suffirait de voter. L'histoire est pavée de telles situations où les classes populaires, les travailleur·es ont porté au pouvoir des partis politiques sur la foi de programmes truffés de promesses sociales. Programmes rapidement jetés aux oubliettes pour laisser place à des politiques dites « *réalistes* », en réalité conformes aux intérêts des classes dominantes qui ont une infinité de moyens pour imposer leur loi au nom du sacro-saint respect de la propriété privée.

Ils ont besoin de formuler une politique en réponse à l'impasse des classes dominantes capitalistes et de leurs serviteurs politiques ; politique qui n'hésite pas à mettre en cause ce prétendu droit des plus riches à imposer leur loi et qu'ils sont les seuls, par leur mobilisation, en mesure de porter.

Cela signifie qu'au-delà des formes d'actions, la discussion est ouverte sur nos revendications, le programme qui permettrait de mettre fin aux politiques d'austérité et à la concentration des richesses entre quelques mains, c'est-à-dire à la politique de classe que mène l'État pour le compte des milliardaires. Taxer les riches, répartir plus équitablement des richesses, imposer une politique fiscale plus juste ne suffit pas. Il faut s'attaquer aux fondements mêmes de l'organisation de la société, à son moteur, la course au profit, la propriété du capital, des moyens de production et d'échange.

Empêcher les classes dominantes de nuire passe par l'expropriation pure et simple et la prise de contrôle par les travailleur·es des grandes multinationales autour desquelles s'est structuré l'appareil de production et d'échange mondial. En finir avec le racket de la finance passe par l'expropriation de l'ensemble des banques et autres institutions financières et leur regroupement sous forme d'un monopole public de crédit dont la constitution doit s'accompagner de l'annulation de la dette publique ainsi que de l'abolition des marchés financiers. Placé sous le contrôle démocratique des travailleur·es, cet organisme de crédit permettrait d'orienter les financements en fonction des besoins et non des perspectives de profit. C'est un outil indispensable à la mise en œuvre d'une planification démocratique de la production en vue de la satisfaction des besoins de toutes et tous, tout en garantissant les moyens de restaurer les équilibres naturels détruits par la folie productiviste.

Daniel Minvielle